

Le travail n'est pas un coût.

Coût du capital et compétitivité

Rappel préliminaire

Nous vivons dans un système capitaliste, y compris en France.

Le capitalisme est un mode de production particulier, vieux de quelques siècles seulement, et basé sur l'existence de la propriété lucrative.

Une action est un titre de propriété lucrative. Une action donne le droit, par sa simple possession, de réclamer une part de la valeur créée dans l'entreprise dont on est actionnaire. Ainsi, la valeur n'est créée « que » par le travail, mais elle doit être partagée entre ceux qui la créent, les travailleurs, et ceux qui la revendiquent sous prétexte d'en être propriétaire, les actionnaires.

Ce partage de la valeur, appelé aussi « partage de la richesse », entre ce qui revient aux travailleurs, le salaire, et ce qui revient au capitaliste, le profit, crée un conflit d'intérêt entre les deux parties. Quand le salaire augmente, le profit diminue, selon le principe du vase communicant. Ce conflit d'intérêt est la conséquence directe du détournement capitaliste d'une partie de la richesse créée, il se nomme « lutte de classes ».

Chaque classe sociale, travailleurs et capitalistes, va chercher à maximiser sa part dans la richesse créée.

Ce que veulent nous faire croire les patrons

Pour un actionnaire, ou son représentant dans l'entreprise (le patron), l'objectif est de maximiser le profit, qui est le nom donné à la part de la valeur créée qu'il revendique. Pour ce faire, plusieurs solutions : augmenter le chiffre d'affaires en produisant plus, diminuer les consommations intermédiaires, baisser la masse salariale, payer moins d'impôts, ne pas investir. Toutes ces méthodes peuvent être combinées.

Pour faire accepter l'idée même du profit, et sa maximisation, la bataille des idées est primordiale.

La classe dominante, grands médias compris, utilise un vocabulaire particulier, qui façonne la pensée et la manière de voir les choses.

Ci-dessous se trouvent les soldes comptables de toute entreprise, et leur traduction en langage capitaliste. On peut voir par exemple que, ce qu'on nomme « bénéfice » d'une entreprise est désigné « résultat » par les libéraux, ce qui en dit long sur la finalité de l'entreprise, vue à travers leur prisme. Pareillement, le terme « prélèvements obligatoires » (bonjour la citoyenneté d'entreprise), qui amalgame une part du salaire, les cotisations sociales et les impôts... sauf lorsqu'il s'agit de crédit d'impôts, sont alors pudiquement intégrés dans un « résultat fiscal ».

ELEMENTS COMPTABLES SIMPLIFIÉS				VOCABULAIRE CAPITALISTE				
CHIFFRE D'AFFAIRES	CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES		Matières premières	COÛTS INTERMÉDIAIRES				
			Energie, eau, etc.					
			Services externes à l'entreprise (nettoyage, transport, etc.)					
			Sous-traitance, intérim					
	VALEUR AJOUTÉE	SALAIRE		NET	COÛT DU TRAVAIL	PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES		
				COTISATIONS salariales et patronales				
				dont formation, logement				
		PROFIT BRUT	IMPÔTS ET TAXES		Autres ...	CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE		
			INVESTISSEMENTS		RÉSULTAT FINANCIER			
			OPÉRATIONS FINANCIÈRES					
BÉNÉFICE ou PROFIT NET			Mise en réserve (fonds propres)	CRÉATION DE VALEUR POUR L'ACTIONNAIRE	RÉSULTAT			
			Jetons de présence					
			Dividendes					

QU'EST-CE QUE LE « COÛT DU TRAVAIL » ?

Vu de l'actionnaire, il ne s'agit ni plus ni moins que du salaire, auquel s'ajoute quelques éléments qui s'y rattachent, comme la contribution obligatoire pour la formation professionnelle ou le 1 % logement. Certains économistes libéraux y adjoignent le « coût » des services sous-traités, ou encore la participation aux activités sociales des comités d'entreprises.

Pour l'essentiel, le **coût du travail est égal au salaire socialisé**, c'est-à-dire le salaire net + les cotisations sociales salariales et patronales.

La campagne autour de la publication du rapport Gallois, sous prétexte de crise économique, veut nous insérer deux choses dans le crâne : 1- L'austérité est la seule voie possible et 2- Le coût du travail est trop élevé en France, en particulier dans l'industrie.

Remplacez dans les phrases suivantes l'expression « coût du travail » par salaire, et vous comprendrez alors les enjeux qui sont mis sur la table :

- François Chérèque : « *Je le dis de façon claire : le **coût du travail** est aussi un facteur de perte de compétitivité. Il faut le **baiss**er en transférant une partie des charges sur la CSG sans toucher le pouvoir d'achat.* » (JDD, 1^{er} septembre 2012).
- « *Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a précisé que l'**allègement du coût du travail** prendrait la forme d'un crédit d'impôt aux entreprises et porterait sur les salaires allant de 1 à 2,5 fois le SMIC* » (Dow Jones & Company, 6 novembre 2012).
- « *Nous avons été entendus, se félicite Laurence Parisot. Le gouvernement **s'attaque** vraiment à la question du **coût du travail*** » (Le Figaro économie, 7 novembre 2012).

Eh oui, il s'agit de nous faire avaler une modification du partage de la richesse créée, au détriment du salaire, pour augmenter le profit. Vase communicant.

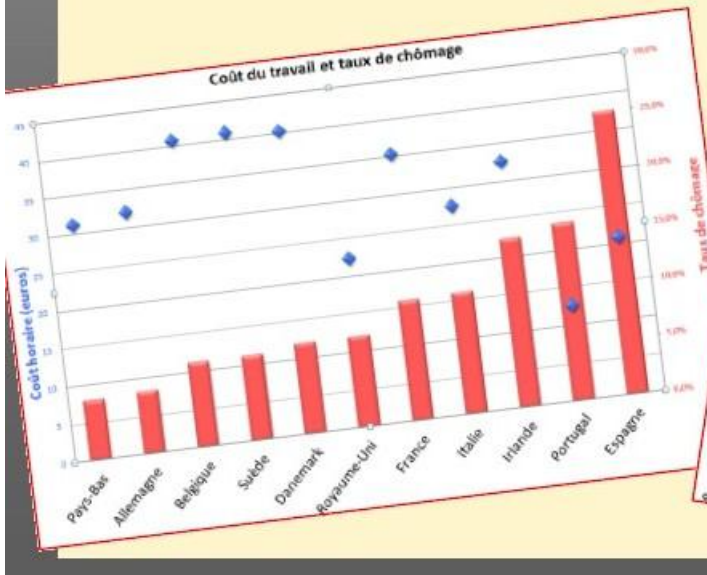
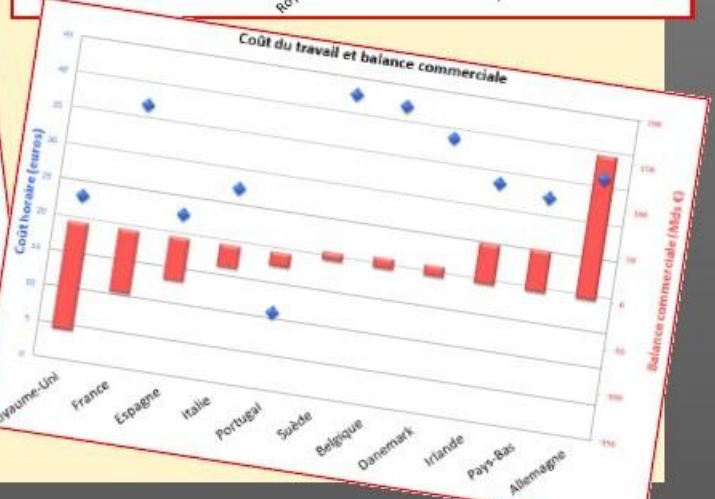
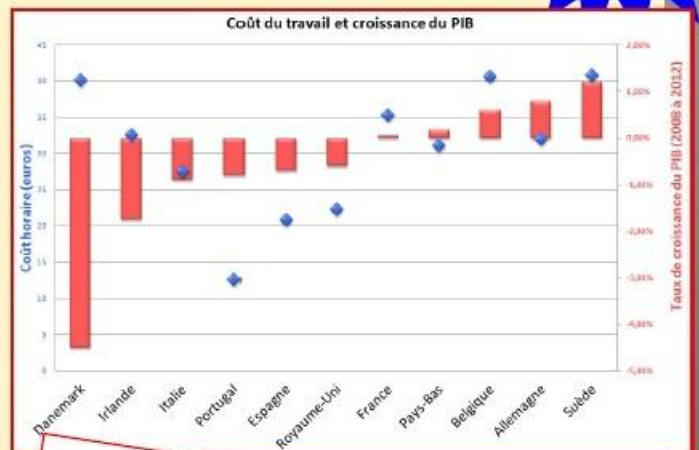
La crise de 2008 et ses suites incitent le patronat à modifier de nouveau ce partage. Pour mémoire, la part des salaires dans la richesse créée en France a déjà baissé de 10 % depuis 1983, soit 180 milliards d'euros supplémentaires qui passent chaque année du travail vers le capital.

Le « coût du travail » est-il responsable des délocalisations ou restructurations ?

NON

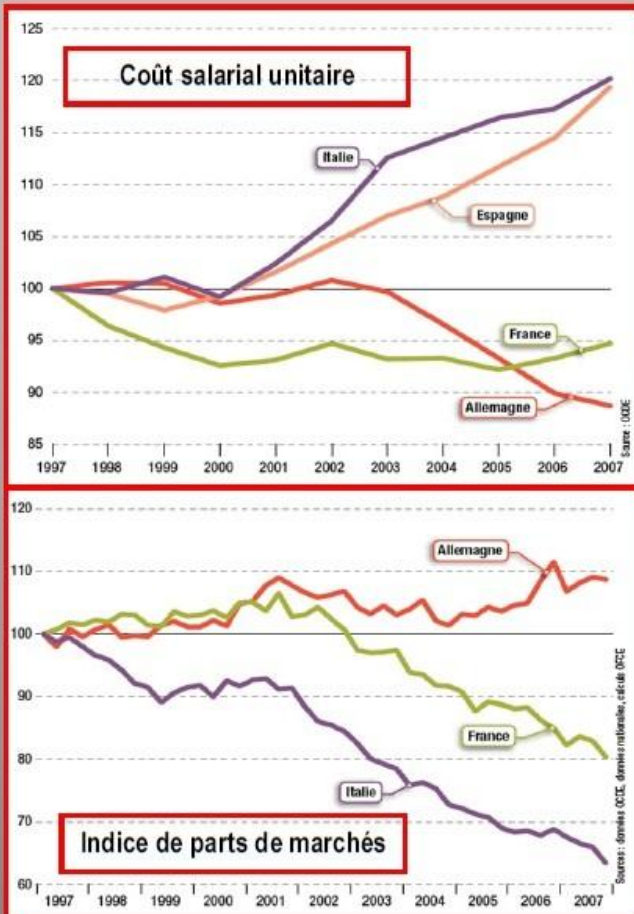
Les graphiques ci-après montrent qu'il n'y a en Europe aucune corrélation entre coût du travail d'une part, et le taux de chômage, la balance commerciale ou la croissance du PIB.

L'idée comme quoi on créera des emplois et qu'on reviendra à une situation d'excédent commercial du simple fait de baisser le coût du travail pour les entreprises du secteur marchand et en particulier de l'industrie, paraît donc purement idéologique



« COÛT DU TRAVAIL » ET PARTS DE MARCHÉ.

Les graphiques ci-dessous montrent qu'entre 2000 et 2005, alors que le coût salarial unitaire n'augmente pas en France, notre pays perd des parts de marchés (source OCDE). Aucun rapport entre les deux, par conséquent.



Un partage de la valeur ajoutée qui ne favorise pas la croissance économique



Allemagne : un modèle à ne surtout pas suivre !

Le graphique ci-contre montre l'effondrement des salaires en Allemagne à partir de 2000. Ceci a provoqué une baisse de la consommation intérieure allemande, qui n'a pu être compensée que par une augmentation des exportations.

Dans une économie mondialisée, le « modèle » d'un pays fortement exportateur n'est viable que s'il en existe d'autres qui sont importateurs ! Ce n'est en rien un « modèle », tous les pays ne pouvant être exportateurs nets.

Les salariés subissent depuis 2003 les lois Hartz : création du contrat Minijob (salaire entre 400 et 800 euros par mois, précaire et à court terme), réduction des indemnités versées aux chômeurs de longue durée qui refuseraient d'accepter des emplois en-dessous de leur qualification, réduction des allocations des chômeurs dont les familles ont des économies.

Cette situation a provoqué une forte dégradation des conditions sociales et la montée des inégalités en Allemagne :

- ✂ « Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat des 40 % des salariés les moins bien payés a baissé de 12 % » ;
- ✂ « La proportion des bas salaires est passée de 18,7 % en 2006 à 21 % en 2010 » ;
- ✂ « En 2010, 23 % des salariés gagnent moins de 9,15 euros de l'heure, si bien que l'introduction d'un salaire minimum légal de 8,50 euros conduirait à une revalorisation de salaire de 25 % des femmes et 15 % des hommes » ;
- ✂ « Un quart des salariés occupent aujourd'hui un emploi atypique et cette proportion (la même désormais qu'aux États-Unis) monte à 40 % chez les femmes » ;
- ✂ « La proportion de chômeurs indemnisés a chuté de 80 % en 1995, 35 % en 2008 et toutes les personnes au chômage, depuis plus d'un an, ont basculé vers l'aide sociale ».

Compte tenu de la situation catastrophique de son marché intérieur, l'Allemagne n'a pas d'autre choix que d'être en excédent commercial, sinon son économie s'arrête.

Les patrons allemands obligés de lâcher du lest !

Selon l'IRES, les négociations collectives de 2012 ont apporté un plus sensible aux salaires allemands, après des années de modération salariale : + 6,3 % pour la fonction publique, + 4,3 % pour la métallurgie, + 4,5 % dans la chimie. L'IRES relève que c'est là où les salariés sont organisés en syndicats que ces résultats ont été obtenus, et rien pour les contrats dits « Minijob » qui sont des contrats précaires où la syndicalisation est quasi nulle.

LA FRANCE ET L'EUROPE SONT EN MANQUE DE SALAIRE

Depuis la crise économique de 2008, la période est à la crispation. Le ralentissement économique, et donc de la productivité du travail, pénalise le taux de marge. Pour le maintenir, le patronat vise à baisser la part de la valeur ajoutée qui revient aux travailleurs sous forme de salaire. En ligne de mire se situe la part indirecte du salaire qui en représente une part importante en France.

Le salaire net ne peut baisser beaucoup plus loin que le recul acquis par les patrons dans les années 80, ce salaire net était passé de 50 % à 40 % de la valeur ajoutée, le reste représentant les cotisations sociales.

D'où la volonté de s'attaquer à cette part du salaire que sont les cotisations : exonérations, modulations, remplacement par TVA, par CSG, et en même temps, baisse de la protection sociale.

Ce qui doit compter : La réponse à nos besoins

Dans quel pays voulons-nous vivre ? Pas dans un pays où l'on doit baisser la protection sociale collective pour rétablir les marges des entreprises et les rémunérations exorbitantes de leurs propriétaires.

Ce qui compte, ce n'est pas la « compétitivité », une invention des patrons pour nous faire avaler l'austérité !

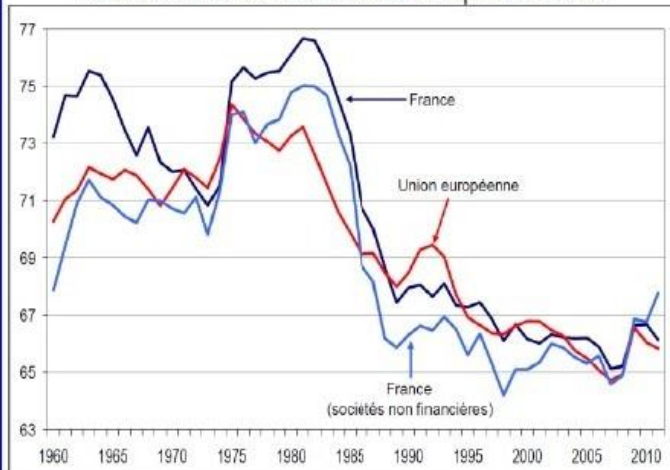
C'est en augmentant massivement les salaires que le circuit économique peut repartir, que nous pourrions financer une protection sociale de haut niveau, et que des emplois seront créés.

Le travail n'est pas un « coût », c'est la seule source de création de valeurs.

Réhabilitons la cotisation sociale !

Le financement de la protection sociale n'est pas une ponction sur le salaire, mais constitue une partie du salaire. La part indirecte du salaire socialisé. Le salaire est le salaire total dont les différents composants sont le salaire net et l'ensemble des cotisations salariales et patronales. Alors que le système pèse exclusivement sur le travail, la cotisation sociale est, pour ce dernier, un moyen de résistance et d'émancipation, pas un fardeau !

Part des salaires en France et en Europe 1960-2010.



Source: base de données Ameco

Le coût du capital, voilà le problème

Le patrimoine accumulé par les 10 personnes les plus riches de France en 2011 est égal à celui détenu par les 6,6 millions de français les moins aisés.

La fortune de Bernard Arnault, l'exilé fiscal belge, se monte à 29 milliards d'euros, soit 2,2 millions d'années de SMIC. Ce chiffre délirant n'est pas le fruit de son seul travail. Cet argent a été ponctionné sur la valeur créée par les travailleurs d'entreprises dont il est propriétaire (actionnaire).

Il existe 1.226 milliardaires sur la planète en 2012, un record absolu. Pendant la crise de 2009, le nombre de millionnaires a augmenté de 14 %, détenant un patrimoine estimé, selon les sources, entre 50 et 100.000 milliards de dollars.

Cette explosion des inégalités est non seulement inacceptable moralement, mais inefficace économiquement. Ces chiffres astronomiques ne se retrouvent que très partiellement dans le circuit économique, et sont très loin de compenser la paupérisation croissante de la majorité de la population mondiale.

